



Assemblée générale

Distr. limitée
7 juin 2006
Français
Original: espagnol

Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

Cuba : projet de résolution

Décision du Comité spécial en date du 13 juin 2005 concernant Porto Rico

Le Comité spécial,

Gardant à l'esprit la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui figure dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1960, ainsi que les résolutions et décisions du Comité spécial relatives à Porto Rico,

Conscient que, dans sa résolution 43/47 du 22 novembre 1988, l'Assemblée générale a proclamé la période 1990-2000 Décennie de l'élimination du colonialisme et que, conformément à sa résolution 55/146 du 8 décembre 2000, l'Assemblée a proclamé la période 2001-2010 deuxième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme,

Tenant compte des 24 résolutions et décisions du Comité spécial concernant la question de Porto Rico, qui figurent dans les rapports du Comité spécial à l'Assemblée générale, en particulier celles qui ont été adoptées ces dernières années sans être mises aux voix,

Rappelant que le 25 juillet 2006 marque le cent huitième anniversaire de l'intervention des États-Unis d'Amérique à Porto Rico,

Rappelant également les diverses initiatives prises par les représentants politiques de Porto Rico et des États-Unis ces dernières années, qui n'ont pas jusqu'ici permis d'engager le processus de décolonisation de Porto Rico,

Soulignant que les États-Unis doivent instaurer les conditions nécessaires à la pleine application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et des résolutions et décisions du Comité spécial relatives à Porto Rico,



Prenant note du fait que le Groupe de travail interorganisations sur le statut de Porto Rico, désigné par le Président des États-Unis, qui a présenté son rapport le 22 décembre 2005, a affirmé que Porto Rico était un territoire soumis à l'autorité du Congrès des États-Unis,

Prenant note également du débat qui a lieu à Porto Rico sur la recherche de moyens d'engager le processus de décolonisation de Porto Rico et conscient du principe selon lequel toute initiative visant à résoudre le problème du statut politique de Porto Rico doit être initialement prise par le peuple portoricain,

Conscient que les Marines des États-Unis ont utilisé pendant plus de 60 ans l'île de Vieques (Porto Rico) pour y mener des manœuvres militaires, ce qui a eu des répercussions négatives sur la santé de la population ainsi que sur l'environnement et le développement économique et social de cette municipalité portoricaine,

Rappelant la décision adoptée par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique de mettre fin aux bombardements et aux manœuvres militaires sur l'île de Vieques à compter du 1^{er} mai 2003, aboutissement d'un processus long de plusieurs années, durant lesquelles le peuple portoricain a protesté pacifiquement, ainsi que d'une vaste campagne de solidarité internationale, dont il a été tenu compte comme il convient dans les travaux et les documents du Comité spécial,

Notant que le peuple et le Gouvernement portoricains s'accordent sur la nécessité de rendre au peuple portoricain tous les terrains et installations précédemment utilisés pour les manœuvres militaires et de les nettoyer et dépolluer afin qu'ils puissent être utilisés aux fins du développement économique et social de Porto Rico,

Rappelant la libération de quelques prisonniers politiques portoricains ces dernières années,

Notant que les Portoricains s'accordent sur la nécessité de libérer les prisonniers politiques portoricains qui, depuis plus de 25 ans, purgent dans des prisons américaines des peines liées à la lutte pour l'indépendance de Porto Rico ainsi que ceux qui sont détenus pour des motifs liés au combat en faveur de la paix à Vieques,

Notant également les préoccupations qu'inspirent au peuple portoricain les actes de violence, notamment de répression et d'intimidation, menés au cours de ces derniers mois, contre des indépendantistes portoricains à Porto Rico,

Notant en outre que dans le Document final de la Réunion ministérielle du Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés, qui s'est tenue à Putrajaya (Malaisie) du 27 au 30 mai 2006, le droit du peuple portoricain à l'autodétermination et à l'indépendance est réaffirmé, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, et qu'il est demandé au Gouvernement des États-Unis d'assumer la responsabilité qui lui incombe d'engager un processus permettant au peuple portoricain d'exercer pleinement son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance et de rendre tous les terrains occupés et les installations de l'île de Vieques et de la station navale de Roosevelt Roads au peuple portoricain qui constitue une nation d'Amérique latine et des Caraïbes,

Ayant entendu des déclarations et des témoignages représentatifs de diverses tendances du peuple portoricain et de ses institutions sociales,

Ayant examiné le rapport du Rapporteur du Comité spécial sur l'application des résolutions relatives à Porto Rico¹,

1. *Réaffirme* le droit inaliénable du peuple portoricain à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, et l'applicabilité à Porto Rico des principes fondamentaux énoncés dans cette résolution;

2. *Réaffirme également* que le peuple portoricain est une nation d'Amérique latine et des Caraïbes dotée manifestement de sa propre identité nationale;

3. *Demande* au Gouvernement des États-Unis d'Amérique d'assumer la responsabilité qui lui incombe d'engager un processus permettant au peuple portoricain d'exercer pleinement son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et aux résolutions et décisions du Comité spécial relatives à Porto Rico;

4. *Prend acte* du débat en cours à Porto Rico concernant la mise en œuvre d'un mécanisme qui assurera la pleine participation de représentants de tous les courants d'opinion à Porto Rico, conscient du principe selon lequel toute initiative visant à résoudre le problème du statut politique de Porto Rico doit être initialement prise par le peuple portoricain;

5. *Se déclare gravement préoccupé* par les mesures prises contre les indépendantistes au cours des derniers mois et souhaite qu'une enquête soit menée à cet égard;

6. *Réitère une fois de plus* l'espoir que l'Assemblée générale examinera la question de Porto Rico de manière approfondie et sous tous ses aspects;

7. *Prie instamment* le Gouvernement des États-Unis, compte tenu de la nécessité de garantir le droit inaliénable du peuple portoricain à l'autodétermination et de protéger ses droits fondamentaux, de restituer à ce dernier l'ensemble des terrains occupés et les installations de Vieques et de Ceiba, de veiller au respect de droits fondamentaux tels que le droit à la santé et le droit au développement économique, de prendre en charge l'exécution et les coûts du processus de nettoyage et de dépollution des zones d'impact précédemment utilisées lors des manœuvres militaires, ainsi que les répercussions négatives sur la santé des habitants de l'île de Vieques et sur l'environnement;

8. *Demande* au Président des États-Unis d'Amérique de libérer tous les prisonniers politiques portoricains qui, depuis plus de 25 ans, purgent des peines dans des prisons américaines pour des raisons touchant à la lutte pour l'indépendance de Porto Rico ainsi que ceux qui sont détenus pour des motifs liés au combat en faveur de la paix à Vieques;

9. *Prend note avec satisfaction* du rapport établi par le Rapporteur du Comité spécial conformément à sa résolution du 14 juin 2005;

10. *Prie* le Rapporteur de lui rendre compte en 2007 de l'application de la présente résolution;

11. *Décide* de rester saisi de la question de Porto Rico.

¹ A/AC.109/2005/L.3.